



## Bulletin d'Histoire Contemporaine de l'Espagne

52 | 2017

Manuel Tuñón de Lara (1915-2015)

---

# En Espagne : conflit entre les syndicats et l'Action catholique

Manuel Tuñón De Lara

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/bhce/1006>

ISSN : 1968-3723

### Éditeur

Presses Universitaires de Provence

### Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2017

Pagination : 239-240

ISSN : 0987-4135

### Référence électronique

Manuel Tuñón De Lara, « En Espagne : conflit entre les syndicats et l'Action catholique », *Bulletin d'Histoire Contemporaine de l'Espagne* [En ligne], 52 | 2017, mis en ligne le 09 octobre 2018, consulté le 28 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/bhce/1006>

---

Ce document a été généré automatiquement le 28 avril 2019.

Bulletin d'histoire contemporaine de l'Espagne

---

# En Espagne : conflit entre les syndicats et l'Action catholique

Manuel Tuñón De Lara

---

## RÉFÉRENCE

Manuel Tuñón De Lara, « En Espagne : conflit entre les syndicats et l'Action catholique », revue *Esprit*, n° 292, février 1961, p. 287-288.

- 1 Ceux qui suivent de près les événements espagnols<sup>1</sup> ne sauraient s'étonner de la lettre adressée par le cardinal-primat, Mgr Plá y Deniel, au ministre-secrétaire du « Mouvement », M. Solís. On se souviendra que le manifeste des HOAC (Fraternités ouvrières d'action catholique) pour le 1er mai avait été interdit par la censure et que le congrès de la Jeunesse ouvrière catholique avait été passé sous silence par la presse du régime à la seule exception de quelques journaux catholiques. Peu avant les élections syndicales<sup>1</sup> le cardinal-primat s'était adressé aux HOAC pour leur rappeler qu'elles ne sont pas un syndicat, ni une confrérie, et qu'elles devaient travailler au sein des syndicats. Cela laissait prévoir des candidatures HOAC aux élections syndicales. Ces élections furent, encore une fois, l'occasion de toutes sortes d'irrégularités et tous les genres de pression furent mis en œuvre pour faire élire les candidats officiels.
- 2 Les directions de l'HOAC et de la Jeunesse ouvrière catholique (JOC) s'adressèrent par la suite au ministre-secrétaire pour protester. Le ministre feignant d'ignorer l'existence des HOAC et de la JOC, écrivit une lettre au cardinal-primat. Celui-ci a saisi l'occasion pour poser d'emblée le problème des relations entre l'état et les associations de l'Action catholique et pour se faire l'interprète d'une opinion de plus en plus répandue dans les milieux catholiques espagnols.
- 3 Le cardinal-primat déclare, bien entendu, adhérer encore une fois aux principes de la « Croisade nationale », mais son point de vue sur ces principes diffère entièrement de celui du gouvernement. Il rappelle qu'en 1954, un évêque osa écrire que les syndicats phalangistes ne se conformaient pas à la doctrine sociale de l'église ; plus tard, en 1956, ce

fut le cardinal-primat en personne et deux archevêques qui dirent au chef de l'état qu'à leur avis, « les ouvriers de nos diocèses n'ont pas une représentation assez authentique au sein des syndicats espagnols ».

- 4 Le primat prend la défense des HOAC, en s'appuyant sur l'article 34 du Concordat de 1953, et il ajoute que, « l'apostolat des HOAC doit comprendre nécessairement la propagation de la doctrine sociale de l'église ; les HOAC doivent s'occuper des questions sociales ». Il ajoute : « Cela pourrait entraîner un véritable conflit entre l'église et l'état... L'état actuel des relations entre l'état et les HOAC est extrêmement dangereux. Des exemples récents de conflits entre l'église et l'état dans quelques nations, qui ont eu des graves répercussions dans l'ordre civil, ont commencé par des conflits entre l'état et les associations de l'Action catholique. »
- 5 Au delà de cette querelle syndicale, la lettre du cardinal pose les problèmes des libertés et du respect aux garanties individuelles et sociales. Voici quelques passages de cette lettre : « Lorsque la loi d'Organisation syndicale fut promulguée, et même à la première législature des Cortès, on disait officiellement que l'Espagne avait un régime totalitaire et que ce régime était le seul convenable pour notre pays. Aujourd'hui, personne n'ose en Espagne et ailleurs, hors du monde soviétique, s'appeler totalitaires. Mais il ne suffit pas de repousser le nom, il faut repousser tout ce qu'il signifie. »
- 6 C'est une vérité très simple, mais sur laquelle on ne saurait jamais trop insister. Il serait souhaitable aussi que le cardinal et d'autres membres de la hiérarchie catholique comprennent enfin que le mot de « Croisade » qu'ils emploient encore pour nommer la Guerre civile heurte, la sensibilité de la moitié des Espagnols (dont de nombreux catholiques) et représente un anachronisme de plus en plus inadmissible pour les jeunes générations.

---

## NOTES

1. Des élections pour des délégués ouvriers auprès des entreprises, sans aucun pouvoir de décision.